VOLUME !

Volume !

La revue des musiques populaires

1 : 1 | 2002

Varia

Extrait d'ouvrage

“Stand down Margaret !”

L'engagement de la musique populaire britannique contre les gouvernements Thatcher - Extrait

Yasmine Carlet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/volume/2550>

DOI : 10.4000/volume.2550

ISSN : 1950-568X

Éditeur

Association Mélanie Seteun

Édition imprimée

Date de publication : 15 mai 2002

Pagination : 131-134

ISBN : 1634-5495

ISSN : 1634-5495

Référence électronique

Yasmine Carlet, « “Stand down Margaret !” », *Volume !* [En ligne], 1 : 1 | 2002, mis en ligne le 15 mai 2002, consulté le 14 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/volume/2550> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/volume.2550>

L'auteur & les Éd. Mélanie Seteun

éditions seteun

Yasmine CARLET, « Stand down Margaret ! L'engagement de la musique populaire britannique contre les gouvernements Thatcher », *Volume ! La revue des musiques populaires*, n° 1(1), 2002, p. 131-134.

Éditions Mélanie Seteun

extrait d'ouvrage

Yasmine CARLET. *Stand down Margaret! L'engagement de la musique populaire britannique contre les gouvernements Thatcher (1979-1990)*, coll. « Musique et société », Mélanie Sèteun / irma, Nantes, à paraître fin 2002.

(...)

II- LA LIMITE CONCRÈTE : LA CENSURE POLITIQUE

En matière de musique populaire, la censure politique se définit par la tentative d'interférer avant ou après la publication dans les expressions artistiques des musiciens populaires en vue d'étouffer ou de modifier cette expression. En Grande-Bretagne, des chartes parlementaires régissent les autorités de contrôle ce qui se traduit par la prépondérance du pouvoir politique en matière de censure en général.

La décennie thatchérienne représente une période de forte résurgence de la censure dans divers domaines. L'interdiction de donner la parole aux terroristes de l'IRA et aux membres du parti républicain irlandais Sinn Féin en est un exemple marquant : d'octobre 1988 à septembre 1994, leurs voix seront doublées lors de chacun de leur passage télévisé. Citons également la fameuse Clause 28 de l'Acte de Gouvernement Local de 1988 dont l'objet est d'interdire les conseils locaux de « promouvoir » l'homosexualité et de l'enseigner comme « normale » à l'école. La musique populaire politisée souffre également de cette montée censoriale à travers les tentatives de censure directe par l'action des parlementaires conservateurs et les pressions exercées indirectement au travers des modes de diffusion et de production de musique, deux formes distinctes mais toutefois solidement imbriquées.

A- LA CENSURE DIRECTE EXERCÉE PAR LES DÉPUTÉS CONSERVATEURS...

Nous avons précédemment vu que le Cabinet de Margaret Thatcher n'a jamais lui-même entamé d'actions. Du moins ne l'a-t-il pas revendiqué. Par contre, les MPs conservateurs prennent une part conséquente dans la censure politique à l'encontre de la musique populaire et ce depuis 1967. Le phénomène n'est donc pas directement lié à l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, mais plutôt à un désir de publicité et de votes. La particularité de la décennie réside dans l'extinction des éclats de voix travaillistes contre la pop après que **RAR** et **Live Aid** ne l'aient rendue respectable à gauche. A droite, l'activité de censure politique persiste et vise aussi bien les contenus des chansons que les festivals.

1-...A L'ENCONTRE DES CHANSONS

Les parlementaires s'impliquent dans la prohibition de certains titres à contenu subversif selon deux procédés. Le premier réside dans le changement de lois dans le sens d'une censure de la pop. Le second, moins directement lié à leur activité à la Chambre des Communes, consiste dans la formulation de commentaires indignés dans la presse sur l'outrage fait par les artistes aux décisions publiques et aux dirigeants.

a- Le recours à la législation : le cas de Crass

Toute tentative d'épuration des médias est susceptible de concerner la musique populaire. Cependant cette dernière qu'elle soit ou non de nature subversive, ne s'est jamais trouvée directement visée par un projet de loi. En effet, les parlementaires récupèrent et adaptent des législations pré-existantes. Le principal texte législatif relatif à l'obscénité et dont les effets s'étendent sur les enregistrements musicaux est l'Acte des Publications Obscènes de 1959. Est défini comme obscène ce qui tend à « dépraver et corrompre » le lecteur, l'auditeur ou le téléspectateur. Les articles saisis peuvent être détruits sous la section 3 de l'Acte, qui provoque des poursuites devant la Cour de Magistrature, où le prévenu doit exposer des raisons valables pour lesquelles aucune peine ne devrait être retenue contre le matériel saisi. Les poursuites engagées sous la section 2 sont de portée supérieure puisqu'elles impliquent une Haute Cour, un jury et un procès pouvant mener à des amendes et des peines d'emprisonnement. La nature subjective de l'Acte a engendré de nombreuses critiques à propos de la définition de l'obscénité, en ce sens que seule la Cour peut définir un matériel comme obscène ou non, c'est-à-dire après que les poursuites aient été engagées : l'éditeur ou le revendeur ne le peuvent pas.

Depuis 1959, il n'a été fait référence à ce texte de loi qu'une seule fois lors d'un recours contre une chanson au contenu subversif : en octobre 1982, Timothy Eggar, député conservateur d'Enfield North, tente d'engager des poursuites à l'encontre du single de Crass **How Does It Feel (To Be The Mother Of A Thousand Dead)** qui affiche la désapprobation du groupe envers la Guerre des Malouines et son aversion pour Margaret Thatcher. « C'est le disque le plus vicieux, haineux et obscène qui ait jamais été produit. Il dépasse les limites de l'inacceptable en matière de liberté d'expression. C'est une insulte non seulement au Premier Ministre et à toutes les forces armées mais aussi, malheureusement, aux familles des morts et des blessés durant la Guerre des Malouines » (*The Guardian*, 21 octobre 1982, p. 2). Il s'avoue plus choqué par la teneur du langage que par le sujet et aurait préféré que l'auteur s'exprime d'une façon « sophistiquée ». Ce à quoi les intéressés répliqueront que l'obscénité est dans la guerre, pas dans leur disque, mais ne nient pas l'affront fait à la Dame de Fer. L'affaire soulève un tollé dans la Chambre des Communes où une note circulant parmi les tories préconise d'ignorer toute provocation de la part de Crass, tandis que six MPs travaillistes adressent au groupe punk de verve anarchiste des lettres de soutien.

En définitive, le Procureur Général décidera de l'impossibilité des poursuites sur la base unique du langage utilisé. Mais dans l'intervalle, les revendeurs ont été réticents à commander et stocker le disque par peur d'être passibles d'interventions policières, ce qui a peu porté préjudice aux ventes qui

se trouvent stimulées par la publicité faite par l'action d'Eggar à cet obscur groupe. La deuxième attaque contre Crass par la législation anti-obscénité survient en 1984. Si aucun parlementaire n'en est à l'origine, elle mérite d'être évoquée car elle démontre la confuse applicabilité de l'Acte et sa déviation vers la répression d'expressions politiques alternatives. Au mois d'août, la police effectue une descente dans le magasin **Spectrum records** dans le Cheshire et saisit 19 disques ouvertement anarchistes (dont ceux de Crass) après que le père d'un enfant ayant acheté l'un d'entre eux se soit plaint à la police. Après une convocation à la Cour selon la section 3 de l'Acte, le propriétaire se voit condamné à £ 100 d'amende, au motif d'une « baisse des principes moraux » devant être enrayée dans l'intérêt de la jeunesse, d'après les magistrats de Northwich, mission non requise par l'Acte de 1959. Bien que le jugement n'en fasse pas état, Crass estime que le verdict a une tonalité politique : « On s'est fait attraper parce que nous sommes un petit label et que nous avons pris position contre de vraies obscénités comme la Guerre des Malouines », soutient l'un des membres Penny Rimbaud (Cloonan, 1996, p. 79). Si le groupe gagne le procès, ce dernier lui aura coûté environ £ 5.000, causant l'épuisement et la démoralisation des membres après l'acharnement des élites contre leur travail. Ils se séparent peu de temps après.

b- Les commentaires et condamnations orales

La presse rend régulièrement compte des paroles de MPs choqués par le contenu d'une chanson. Cette action constitue la manière la plus commune par laquelle un parlementaire s'immisce dans la censure de musique engagée. Ce procédé s'est révélé très utilisé depuis 1976, c'est-à-dire depuis que les Sex Pistols aient pulvérisé les barrières de tout outrage fait jusqu'à lors à l'Establishment. Le groupe fait l'objet de pressions de la part des parlementaires conservateurs qui tentent d'interdire « **God Save The Queen** » de diffusion, par ailleurs appuyées par l'un de leurs confrères travaillistes, le député de Lambeth Central Marcus Lipton. Il commente : « Si la pop music doit être utilisée pour détruire les institutions en place, elle doit être détruite d'abord » (NME, 18 juin 1977). La Reine continue de faire l'objet des attentions conservatrices durant la décennie suivante. En 1986, The Sun demande au MP Teddy Taylor ce qu'il pense du titre de l'album des Smiths « **The Queen Is Dead** » et rapporte la rumeur selon laquelle il en a appelé à sa censure. Taylor nie, tout en ajoutant : « Je ne crois pas qu'il devrait être fait de publicité à cette mode et par conséquent j'aurais souhaité que les réseaux de diffusion ne passent pas ce disque » (Cloonan, 1996, p. 278).

En 1983, les MPs conservateurs dénoncent comme « malsain et cynique » le 45 tours du chanteur folk Alan Hull, « **Malvinas Melody** », qui réproue les pertes humaines dans les Malouines tandis qu'en 1985, le MP Piers Merchant attaque les donations faites par Bruce Springsteen au Groupe de Soutien des Femmes des Mineurs de Durham. Mais, en la matière, c'est Peter Brunivels, MP de Leicester Est et membre du Synode général de l'Eglise Anglicane, qui se révèle le plus entreprenant : Brunivels en est venu à considérer l'importance de la pop en prenant connaissance d'une chanson française insultant le Premier ministre, « **Miss Maggie** », écrite et interprétée par Renaud en 1985. Il est vrai que l'on peut difficilement nier ce trait à l'écoute des couplets : « Car aucune femme sur la planète / N's'ra jamais plus con que son frère / ni plus fière ni plus malhonnête / A part peut-être madame Thatcher » ou encore

« Y'a pas de gonzesse hooligan / Imbécile et meurtrière / Y'en a pas même en Grande-Bretagne / A part bien sûr madame Thatcher ». Le député jugera le single anti-Thatcher « du plus mauvais goût possible » (Cloonan, 1996, p. 277). Ce sera toutefois sa seule intervention face à un titre critiquant le Chef du gouvernement. Il est surprenant qu'il ne se soit pas prononcé dans ce cas sur les productions nationales similaires.

Les tentatives de censure et protestations des parlementaires conservateurs à l'encontre d'une musique politique peuvent se voir symboliquement comme une forme de réponse par l'indignation ; elles traduisent donc une attention portée au message transmis par les artistes, sorte de semi-victoire d'une volonté de 'perturber' l'élite politique, par ailleurs relayée durant la période passée par Margaret Thatcher au poste de Premier Ministre par le Festival de Glastonbury. Faut-il voir dans son soutien apporté à des causes politiques opposées au pouvoir la raison première de la dureté exprimée à son égard par les députés locaux ?

2-...A L'ENCONTRE DU FESTIVAL DE GLASTONBURY

Il existe depuis 1971 un Acte législatif qui a jeté une ombre sur l'avenir des festivals, accusés de jouer une musique trop forte et de corrompre la jeunesse. C'est là une autre activité des députés contre la pop music que d'empêcher que des festivals puissent avoir lieu dans leur circonscription.

Pour autant dans les années quatre-vingt, Glastonbury est le seul festival à rencontrer chaque année des obstacles de taille à la mise sur pied de ses trois jours de concerts dans un champ du Somerset alors que ces événements se multiplient sur le territoire et attirent un public toujours plus nombreux. Une habitant du village de Pilton, tout près du site de « Glasto », diminutif attribué au festival par la jeunesse britannique, soutient que ce dernier s'est peu à peu mu en un « gigantesque mastodonte où l'on force les gosses à soutenir les mineurs, à subir une propagande visant à se débarrasser de Margaret Thatcher et à consommer des drogues » (Cloonan, 1996, p.199). Faut-il voir dans la crainte de la propagation de l'idéologie socialiste aux jeunes oreilles l'explication de la fermeté de l'administration locale ?

(...)

Yasmine CARLET